

Paris, le 24 juin 2025.

Baisse des remises sur les génériques, biosimilaires et hybrides : la ligne rouge est franchie, appel à la mobilisation le 1er juillet !

Vendredi, le ministère de la santé nous annonçait son projet de baisse du plafond des remises sur les médicaments génériques de 40% à 20-25 %, plafond qui serait étendu aux médicaments hybrides. Le plafond des remises applicables aux biosimilaires serait de 15 %.

Acculé par sa propre incurie dans la gestion des deniers publics, l'Etat veut faire payer aux pharmaciens le dérapage des indemnités journalières des arrêts maladie et des frais hospitaliers.

Cette décision est inacceptable : les 600 millions d'euros ciblés sont une ressource indispensable au fonctionnement du réseau officinal. Elle risque d'entraîner une vague de licenciements dans les pharmacies et une pénurie de médicaments pour les patients.

Pour les pharmaciens, c'est une brutale désillusion. Le Gouvernement semblait, ces derniers mois, enclin à protéger les officines en difficulté, à soutenir l'économie du médicament générique et à améliorer l'accès aux soins.

Il se renie au pire moment, dans un contexte économique, politique et international rarement si incertain. Par cette décision, il foule au pied tous les travaux entrepris et assène le coup de grâce tout particulièrement à plus de 800 pharmacies en difficulté, tandis que d'autres acteurs du circuit des médicaments demeurent étonnamment préservés de toutes mesures gouvernementales.

Le Gouvernement se trompe encore une fois de cible, mettant à mal l'économie officinale, alors que le pharmacien est l'acteur central des soins de premier recours, et parfois le dernier professionnel de santé dans les territoires.

Nous ne pouvons-nous y résoudre. Nous ne pouvons accepter la perspective de fermetures d'officines toujours plus nombreuses et de déserts pharmaceutiques. Nous le devons aux 20 000 pharmacies qui maillent le territoire, à nos 146 000 salariés et aux 67 millions de Français qui ont recours à leur pharmacie chaque mois, en attente d'un système de santé fiable et efficace.

Dès à présent, nous appelons l'ensemble des pharmaciens à une grève illimitée des gardes sur tout le territoire et, ce 1er juillet, à une mobilisation générale, massive et unitaire au côté des autres professionnels de santé. Rendez-vous est donné aux manifestants sur le « Village des professionnels de santé trahis », à partir de 11h, sur l'esplanade des Invalides à Paris.

Des espaces dédiés à chaque profession de santé permettront d'accueillir députés et sénateurs pour les alerter sur les conséquences de telles décisions. Le cortège s'élancera à

14h en direction du ministère de la Santé avec pour objectif de rencontrer, à 15h, Catherine VAUTRIN, ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

Si la concertation avec le Gouvernement n'aboutissait pas rapidement à une issue protectrice de l'économie officinale, les pharmaciens se mobiliseront sous différentes formes et à différents niveaux pour une durée illimitée, jusqu'à ce que le maillage officinal, et les équipes qui le composent soient enfin pris en considération, à la hauteur du rôle qu'ils remplissent quotidiennement pour nos concitoyens et pour la santé publique.

Une seule issue possible : le retrait pur et simple de cette mesure.

Contact :

Alain GROLLAUD, Président de Federgy.

